



## Assemblée générale

Distr.  
LIMITÉE

A/C.3/50/L.64  
8 décembre 1995  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

Cinquantième session  
TROISIÈME COMMISSION  
Point 165 de l'ordre du jour

SUITE DONNÉE À LA QUATRIÈME CONFÉRENCE MONDIALE SUR  
LES FEMMES : LUTTE POUR L'ÉGALITÉ, LE DÉVELOPPEMENT  
ET LA PAIX

Projet de résolution présenté par le Président

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur  
les femmes et application intégrale de la Déclaration  
et du Programme d'action de Beijing

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 45/129 du 14 décembre 1990, 46/98 du 16 décembre 1991 et 47/95 du 16 décembre 1992, ainsi que la résolution du Conseil économique et social 1990/12, en date du 24 mai 1990, et sa décision 1992/272, en date du 30 juillet 1992, dans lesquelles il était recommandé de tenir une conférence mondiale sur les femmes en 1995,

Réaffirmant l'importance de la suite donnée aux Conférences mondiales sur les femmes précédentes, tenues en 1975 à Mexico<sup>1</sup>, en 1980 à Copenhague<sup>2</sup> et en 1985 à Nairobi<sup>3</sup>,

---

<sup>1</sup> Voir Rapport de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme, Mexico, 19 juin-2 juillet 1975 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.76.IV.1).

<sup>2</sup> Voir Rapport de la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix, Copenhague, 14-30 juillet 1980 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.80.IV.3 et rectificatif).

<sup>3</sup> Voir Rapport de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix, Nairobi, 15-26 juillet 1985 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.85.IV.10).

Faisant fond sur le consensus et les progrès réalisés lors des conférences et sommets des Nations Unies précédents concernant respectivement les enfants (1990, New York)<sup>4</sup>, l'environnement et le développement (1992, Rio de Janeiro)<sup>5</sup>, les droits de l'homme (1993, Vienne)<sup>6</sup>, la population et le développement (1994, Le Caire)<sup>7</sup> et le développement social (1995, Copenhague)<sup>8</sup>, en matière d'égalité, de développement et de paix,

Constatant avec satisfaction que la quatrième Conférence mondiale sur les femmes : lutte pour l'égalité, le développement et la paix, a été un succès et a abouti à l'adoption de la Déclaration<sup>9</sup> et du Programme d'action de Beijing<sup>10</sup>,

Profondément reconnaissante au Gouvernement de la République populaire de Chine pour avoir rendu possible la tenue de la Conférence à Beijing et pour avoir mis aussi gracieusement à la disposition de la Conférence des installations, un personnel et des services d'excellente qualité,

Consciente de l'importance des résultats de la Conférence pour ce qui est de faire véritablement évoluer les choses en ce qui concerne l'autonomisation des femmes et, partant, de réaliser les objectifs adoptés dans le cadre des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme d'ici à l'an 2000<sup>11</sup>,

Profondément convaincue que la Déclaration et le Programme d'action de Beijing adoptés à l'issue de la Conférence sont d'importantes contributions à la promotion de la femme dans le monde entier et qu'ils doivent donner lieu à l'adoption de mesures concrètes par tous les États, le système des Nations Unies

---

<sup>4</sup> Voir Les enfants d'abord (New York, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, 1990).

<sup>5</sup> Voir Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.93.I.8 et rectificatifs).

<sup>6</sup> Voir A/CONF.157/24.

<sup>7</sup> Voir Rapport de la Conférence internationale sur la population et le développement, Le Caire, 5-13 septembre 1994 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.95.XIII.18).

<sup>8</sup> Voir A/CONF.166/9.

<sup>9</sup> A/CONF.177/20 et Add.1, chap. I, résolution 1, annexe I.

<sup>10</sup> Ibid., annexe II.

<sup>11</sup> Rapport de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix, Nairobi, 15-26 juillet 1985 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.85.IV.10), chap. I, sect. A.

et les autres organisations intéressées, ainsi que par les organisations non gouvernementales,

Consciente également que le Programme d'action doit être appliqué, pour l'essentiel, au niveau national, que les gouvernements, les organisations non gouvernementales et les institutions publiques et privées devraient être associés au processus de sa mise en oeuvre et que des mécanismes nationaux ont également un rôle important à jouer,

Considérant que la promotion de la coopération internationale est indispensable à l'application effective de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing,

Constatant que l'application du Programme d'action dépend des engagements que prendront les gouvernements et la communauté internationale,

Constatant en outre le rôle important joué par les États, l'Organisation des Nations Unies, les commissions régionales et d'autres organisations internationales, ainsi que par les organisations non gouvernementales et les organisations féminines dans le cadre des préparatifs de la Conférence et le fait qu'il importe de les associer à l'application du Programme d'action,

Tenant compte du fait que le suivi de la Conférence devrait être envisagé sur la base d'une approche intégrée de la promotion de la femme dans le cadre d'un suivi et d'une mise en oeuvre coordonnés des conclusions auxquelles ont abouti les grandes conférences internationales organisées dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes, ainsi que des responsabilités générales de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social,

Rappelant sa résolution [A/50/L.46] du \_\_\_\_\_,

Sachant gré au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, à la Secrétaire générale de la Conférence et au personnel du Secrétariat de l'efficacité avec laquelle ils ont préparé la Conférence et en ont assuré le service,

1. Prend acte du rapport de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes<sup>12</sup>, tel qu'il a été adopté le 15 septembre 1995;

2. Fait siens la Déclaration et le Programme d'action de Beijing tels qu'ils ont été adoptés par la Conférence;

3. Invite les États, le système des Nations Unies et tous les autres acteurs à appliquer le Programme d'action, notamment en faisant prévaloir une politique active et visible d'intégration d'une perspective sexospécifique à tous les niveaux, y compris, selon que de besoin, dans la conception, l'application et l'évaluation de toutes les politiques, afin de garantir la mise en oeuvre du Programme d'action;

---

<sup>12</sup> A/CONF.177/20 et Add.1.

4. Souligne qu'il incombe au premier chef aux gouvernements d'appliquer le Programme d'action et que l'engagement doit en être pris au plus haut niveau, et que les gouvernements devraient prendre l'initiative de coordonner, de contrôler et d'évaluer les mesures prises pour améliorer la condition de la femme;

5. Invite les États, agissant avec l'assistance des organisations non gouvernementales, à diffuser largement la Déclaration et le Programme d'action de Beijing;

6. Souligne que les gouvernements devraient, dans les meilleurs délais possibles et en 1996 au plus tard, élaborer des stratégies d'application ou programmes d'action détaillés, comportant notamment des objectifs assortis d'un calendrier précis et des normes de contrôle afin d'appliquer le Programme d'action dans son intégralité;

7. Invite les gouvernements, selon le cas, à mettre en place un dispositif national lorsqu'il n'en existe pas encore ou à renforcer les mécanismes nationaux existants dans le domaine de la promotion de la femme;

8. Encourage les organisations non gouvernementales à contribuer à l'élaboration et à l'exécution de ces stratégies ou programmes d'action nationaux en sus de leurs propres programmes venant compléter les activités des gouvernements;

9. Prend note de l'importance attachée au contrôle régional de l'application des programmes d'action mondiaux et régionaux auquel procèdent dans le cadre de leurs mandats respectifs des structures sous-régionales ou régionales, parmi lesquelles les commissions régionales agissant en consultation avec les gouvernements, ainsi que de la nécessité de promouvoir, à cet égard, la coopération entre gouvernements d'une même région;

10. Invite le Conseil économique et social, en vue de faciliter le processus d'application, de contrôle et d'évaluation au niveau régional, à envisager de faire le point des moyens institutionnels dont disposent les commissions régionales des Nations Unies, y compris leurs groupes de contact sur les femmes, dans le cadre de leurs mandats respectifs, pour traiter les questions concernant l'égalité entre les sexes dans l'optique du Programme d'action, ainsi que des programmes et plans d'action régionaux, et à étudier notamment, selon les besoins, les possibilités de renforcer ce moyens;

11. Exhorte les États à prendre des dispositions pour honorer les engagements qu'ils ont pris à la Conférence en ce qui concerne la promotion de la femme et le renforcement de la coopération internationale, et réaffirme que des ressources financières suffisantes devraient être engagées au niveau international pour appliquer le Programme d'action dans les pays en développement, en particulier en Afrique et dans les pays les moins avancés;

12. Constate que l'application du Programme dans les pays à économie en transition est tributaire d'une coopération et d'une assistance internationale continues, comme l'indique le Programme d'action;

13. Souligne que pour être intégrale et effective, l'application sera subordonnée à un engagement politique d'affecter des ressources humaines et financières à l'autonomisation des femmes, à l'intégration d'une perspective sexospécifique dans les décisions budgétaires concernant les politiques et programmes, ainsi qu'au financement adéquat des programmes spécifiques visant à assurer l'égalité entre les hommes et les femmes;

14. Réaffirme que, afin d'appliquer le Programme d'action, il pourra y avoir lieu de reformuler des politiques et de réaffecter des ressources, mais que certains changements d'orientation n'auront pas nécessairement des incidences financières;

15. Réaffirme également que, afin d'appliquer le Programme d'action, il faudra mobiliser des ressources suffisamment importantes aux niveaux national et international ainsi que des ressources additionnelles en faveur des pays en développement, en particulier des pays d'Afrique et des pays les moins avancés en faisant appel à tous les mécanismes de financement disponibles, y compris les sources multilatérales, bilatérales et privées pour la promotion de la femme;

16. Presse les États qui ont souscrit à l'initiative 20/20 de tenir compte, en la mettant en oeuvre, d'une perspective sexospécifique, comme l'indique le paragraphe 358 du Programme d'action;

17. Constate qu'il est nécessaire de créer un environnement facilitateur pour garantir la pleine participation des femmes aux activités économiques;

18. Réaffirme en outre que l'application du Programme d'action requerra de la part de toutes les parties concernées des mesures immédiates et concertées pour créer un monde pacifique, juste et humain sur la base de l'exercice de tous les droits de l'homme et libertés fondamentales, y compris le principe d'égalité pour les individus de tous âges et tous horizons, et à cette fin, constate la nécessité d'instaurer une croissance économique large et soutenue dans le cadre du développement durable afin de pérenniser le développement social et la justice sociale;

19. Considère, en ce qui concerne l'Organisation des Nations Unies, que tous les organes et organismes du système devraient chacun de leur côté et dans le cadre d'un programme plus vaste, contribuer à l'application du Programme d'action au cours de la période 1995-2000;

20. Considère également qu'il importe d'élaborer, au cours de la période 1995-2000, un cadre élargi pour la coopération internationale concernant les questions liées aux différences entre les sexes afin de garantir l'application, le suivi et l'évaluation intégrés et détaillés du Programme d'action, compte tenu des résultats des sommets et conférences mondiaux organisés par l'Organisation des Nations Unies;

21. Décide que l'Assemblée générale, le Conseil économique et social et la Commission de la condition de la femme, conformément à leurs mandats respectifs et à la résolution 48/162 de l'Assemblée en date du 20 décembre 1993 et aux autres résolutions pertinentes, doivent constituer un dispositif intergouvernemental à trois niveaux qui jouera un rôle principal en matière

/...

d'élaboration et de suivi des politiques globales et de coordination de l'application et du suivi du Programme d'action, réaffirmant que les résultats de grandes conférences internationales organisées dans le domaine économique et social et dans les domaines connexes doivent faire l'objet d'un suivi et d'une application coordonnés;

22. Décide d'examiner régulièrement les progrès accomplis et d'inscrire à l'ordre du jour de ses prochaines sessions, à compter de 1996, un point intitulé "Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes" en vue de faire évaluer, par une instance appropriée, en l'an 2000, les progrès réalisés dans l'application des Stratégies prospectives d'action pour la promotion de la femme et du Programme d'action;

23. Invite le Conseil économique et social à envisager la possibilité de consacrer à cette question, avant l'an 2000, un débat organisé à un degré élevé de représentation, un débat consacré aux questions de coordination et un débat consacré aux questions opérationnelles, compte tenu du programme de travail pluriannuel de la Commission de la condition de la femme et de toutes les autres commissions techniques;

24. Invite également le Conseil économique et social à réexaminer et à renforcer le mandat de la Commission de la condition de la femme compte tenu du Programme d'action ainsi que de la nécessité d'établir des liens synergiques avec toutes les autres commissions intéressées et avec les activités du suivi de la Conférence et d'aborder l'application du Programme d'action à l'échelle du système;

25. Décide que la Commission de la condition de la femme, en tant que commission technique du Conseil économique et social, doit jouer un rôle essentiel en matière de contrôle, au sein du système des Nations Unies, de l'application du Programme d'action et pour ce qui est de fournir au Conseil des avis à ce sujet;

26. Décide que le Conseil économique et social doit superviser la coordination à l'échelle du système de l'application du Programme d'action et assurer la coordination d'ensemble du suivi et de l'application des résultats de toutes les conférences internationales organisées par l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes, et faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale;

27. Prie la Commission de la condition de la femme d'élaborer son programme de travail pluriannuel pour la période 1996-2000 à sa quarantième session de façon à pouvoir faire le bilan des principaux sujets de préoccupation figurant dans le Programme d'action, et d'étudier la façon dont elle pourrait intégrer dans son programme de travail le suivi de la Conférence et comment elle pourrait définir son rôle de catalyseur pour ce qui est d'intégrer une perspective sexospécifique dans les activités de l'Organisation des Nations Unies, compte tenu de la nécessité d'une approche ciblée et thématique de l'examen du Programme d'action et de la contribution qui pourrait être apportée par toutes les autres commissions techniques du Conseil;

28. Prie la Commission de la condition de la femme de présenter ses recommandations sur le programme de travail pluriannuel au Conseil économique et social de façon que celui-ci puisse se prononcer sur ce programme à sa session de 1996, et ainsi passer en revue, coordonner et harmoniser les différents programmes de travail, y compris les systèmes d'élaboration de rapports, de toutes les commissions dans le domaine de la promotion de la femme;

29. Invite toutes les autres commissions techniques du Conseil économique et social, agissant dans le cadre de leurs mandats respectifs, à tenir dûment compte du Programme d'action et à veiller à intégrer les aspects concernant l'égalité entre les sexes dans leurs travaux respectifs;

30. Prie le Secrétaire général de se charger de coordonner la politique à suivre au sein de l'Organisation des Nations Unies pour la mise en oeuvre du Programme d'action et de veiller à ce que le système des Nations Unies soit guidé dans toutes ses activités, y compris la formation, par un souci d'égalité entre les sexes, conformément au paragraphe 326 du Programme d'action;

31. Prie le Secrétaire général d'assurer à la Déclaration et au Programme d'action de Beijing la plus vaste diffusion possible, y compris auprès des organes compétents de l'Organisation des Nations Unies et auprès des institutions spécialisées;

32. Prie également le Secrétaire général de lui rendre compte à sa cinquante et unième session, par l'intermédiaire de la Commission de la condition de la femme et du Conseil économique et social, des moyens permettant de renforcer la capacité de l'Organisation et du système des Nations Unies pour ce qui est d'appuyer le suivi permanent de la Conférence de la façon la plus intégrée et efficace possible, y compris en ce qui concerne les besoins humains et financiers;

33. Prie en outre le Secrétaire général de veiller à rendre plus efficace le fonctionnement de la Division de la promotion de la femme de façon qu'elle puisse s'acquitter de toutes les responsabilités que le Programme d'action a prévu de lui confier, notamment en inscrivant au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies des ressources humaines et financières suffisantes;

34. Prie le Secrétaire général, agissant en coopération avec l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement, de demander aux coordonnateurs résidents d'adopter sans réserve une perspective sexospécifique en ce qui concerne l'intégration du suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes dans le suivi coordonné des conférences mondiales organisées récemment par l'Organisation des Nations Unies;

35. Prie également le Secrétaire général de rendre compte chaque année à la Commission de la condition de la femme et à l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, des mesures qui auront été prises et des progrès qui auront été réalisés dans l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing;

36. Prie le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, agissant dans le cadre de son mandat, de prendre en considération le Programme d'action lorsqu'il examinera les rapports soumis par les États parties, et invite ces États à insérer dans leurs rapports des informations concernant les mesures qu'ils auront prises pour appliquer le Programme d'action;

37. Prend note de l'importance des activités entreprises par le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme et l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme pour appliquer le Programme d'action;

38. Encourage les institutions financières internationales à examiner et à revoir leurs politiques, procédures et tableaux d'effectifs pour s'assurer que les femmes profitent de leurs investissements et de leurs programmes et que ceux-ci contribuent par là même au développement durable;

39. Invite l'Organisation mondiale du commerce à étudier la façon dont elle pourrait contribuer à mettre en oeuvre le Programme d'action, notamment dans le cadre des activités menées en coopération avec le système des Nations Unies.

-----